

CONSEIL DE LA NATION

Sécurité, recyclage et environnement

Le Conseil de la nation a tenu, hier, une séance plénière consacrée aux questions orales aux membres du gouvernement. La sécurité de la population de Ghardaïa, le logement AADL et le recyclage des déchets sont les principaux sujets abordés au Sénat.

T. H.

TAYEB BELAÏZ

«Les commerçants de Ghardaïa exigent le renforcement du dispositif de sécurité»

Le ministre de l'Intérieur a indiqué, hier, que la situation à Ghardaïa revenait à «la normale». «Les habitants de Ghardaïa ont fait preuve de sagesse. Ils regardent vers l'avenir», a dit Tayeb Belaïz en marge d'une séance plénière consacrée aux questions orales aux membres du gouvernement.

Le ministre a reconnu que des tensions persistaient. «Le secrétaire général du ministère de l'Intérieur, qui dirige un groupe de travail, m'a annoncé ce matin qu'un groupe de commerçants n'avait pas repris ses activités.

Les commerçants exigent le renforcement du dispositif de sécurité et la mobilisation de nouveaux agents de l'ordre public.» Le renforcement du dispositif de sécurité est également une demande pressante des «parents afin que les élèves reprennent les cours».

Selon le ministre, 75% des élèves de la région ont repris le chemin de l'école.

ABDELMADJID TEBBOUNE

«Plusieurs cas de fraudes constatés dans les demandes de logements AADL»

Les services chargés d'étudier les demandes des souscripteurs à la formule de logement location-vente ont relevé plusieurs cas de fraudes.

C'est ce qu'a révélé le ministre de l'Habitat en marge de la plénière. Les principaux cas de fraudes portent sur des demandes effectuées par les personnes à partir de plusieurs wilayas.

«Toutes ces demandes ont été rejetées», a annoncé Tebboune. Le ministre a également indiqué que 175 000 dossiers sont actuellement en cours de traitement et que les concernés seraient contactés à la fin du mois de janvier.

Par ailleurs, 4 000 demandeurs ont été orientés vers la formule LPP pour cause de dépassement du seuil salarial fixé pour l'acquisition d'un logement AADL.

Selon Tebboune, le bilan de ces opérations sera adressé prochainement au gouvernement.

BOUDJEMAÂ DALILA

«L'absence de recyclage provoque une perte annuelle de 30,5 milliards de dinars»

Interpellée sur la politique de l'Etat en matière de gestion des déchets, la ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement a indiqué que le recyclage constitue le «cœur de la stratégie» des pouvoirs publics. «L'Algérie ne recycle que 5 % des 13,5 millions de tonnes de déchets générés annuellement. Nous avons mis en œuvre une politique qui permettra, d'ici 2015, de recycler au moins 15% de cette quantité», a déclaré Boudjemaâ Dalila en réponse à la question orale de la sénatrice Rafika Kasri. Selon la ministre, le faible taux de recyclage provoque une perte annuelle de 30,5 milliards de dinars. Boudjemaâ Dalila a cependant fait part de son optimisme en indiquant qu'une «industrie du recyclage est actuellement en cours de création». Ainsi, plusieurs unités de récupération et de traitement «du verre, des métaux, du papier, des pneus et des batteries» sont entrées en activité. «En plus de l'impact sur l'environnement, ces unités permettront de créer des emplois et de mettre sur le marché d'importantes quantités de matières premières.»

T. H.

VISITE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ÉGYPTIEN EN ALGÉRIE

L'abécédaire diplomatique rappelé aux islamistes algériens

Le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, n'est pas resté insensible à la sortie, dimanche, d'un groupe de partis islamistes algériens qui n'a pas désiré souhaiter la bienvenue au ministre égyptien des Affaires étrangères Nabil Fahmi. Le chef de la diplomatie algérienne a affirmé que l'Algérie traite avec les Etats et non avec les régimes.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Controversée, la visite en Algérie du ministre égyptien des Affaires étrangères l'a été, du moment que, sous la houlette du MSP, un groupe de partis islamistes est monté au front dimanche pour la dénoncer. Cependant, Ramtane Lamamra n'en fait pas un cas de polémique, loin s'en faut. Hier, en conférence de presse conjointe avec son homologue égyptien, Lamamra s'est appuyé sur une envolée diplomatique pour éviter de donner emprise à la rengaine islamiste. «L'Algérie reconnaît et traite avec les Etats et non avec les régimes... elle maintient ses relations avec ces pays nonobstant les problèmes internes qu'ils connaissent.» Le groupe des partis islamistes avait souligné, dans un communiqué rendu public dimanche, que l'Algérie ne devait pas traiter avec un gouvernement issu d'un coup d'Etat militaire et, au passage, ont dénié à Nabil Fahmi la qualité de représentant du peuple égyptien. Le

ministre algérien des Affaires étrangères a estimé que la déclaration n'est qu'un avis d'une partie de la classe politique. Il n'est pas demeuré toutefois sans en expliciter la position algérienne qui pourrait être comprise contre un parti-pris dans la crise égyptienne. «La conduite de l'Algérie ne signifie nullement que l'Algérie est indifférente ou qu'elle accorde peu d'intérêt aux situations que ces pays traversent.» Ramtane Lamamra a rappelé, à l'occasion, le sacro-saint principe qui guide l'action de la diplomatie algérienne, à savoir la non-interférence dans les affaires intérieures d'un Etat. «Nous partageons les joies et les peines de l'Égypte mais nous ne nous ingérons pas dans ses affaires internes et nous souhaitons que le peuple égyptien sorte plus fort que jamais de son épreuve.» Et pour clore ce chapitre, le ministre des Affaires étrangères a rappelé que «la politique extérieure de l'Algérie est orientée par le président de la République». De son

côté, le ministre égyptien des Affaires étrangères a considéré que la réaction du groupe de partis islamistes algériens n'est rien d'autre qu'un avis et que «la décision de classer les Frères musulmans comme une organisation terroriste est une décision égyptienne et nous souhaitons qu'elle soit respectée par les autres pays». Nabil Fahmi a, en outre, affirmé que «toute immixtion d'un pays étranger dans nos affaires est rejetée».

Il s'est également élevé contre la décision de l'UA de suspendre l'Égypte. «La décision de l'UA de suspendre l'Égypte est injuste et on demande à ce que cette décision soit revue.» Le ministre égyptien des Affaires étrangères a nié que son pays ait sollicité un prêt de l'Algérie mais que la demande égyptienne d'augmenter son approvisionnement en gaz algérien vise à diversifier les ressources égyptiennes. Nabil Fahmi a été reçu en audience dimanche par le chef de l'Etat. Une audience au cours de laquelle, a témoigné Fahmi, ont été passées en revue, outre la relation bilatérale, les questions régionales et internationales, notamment les dossiers palestinien et syrien.

S. A. I.

ABDELKADER MESSAHEL À LA CHAÎNE 3 :

«L'ouverture de l'audiovisuel en Algérie est irrémédiable»

C'est aujourd'hui, mardi, que le ministre de la Communication, Abdelkader Messahel, présentera devant l'Assemblée populaire nationale, la nouvelle loi sur l'audiovisuel. Une loi qui fait l'objet d'une grande polémique, notamment en ce qui concerne l'interprétation que l'on doit faire de son article 7 qui parle expressément de «chaînes thématiques» s'agissant de l'ouverture du champ audiovisuel en Algérie.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Mauvaise lecture», tranchera toutefois Messahel qui était hier lundi «l'invité de la rédaction», l'émission phare de la Chaîne 3 de la Radio nationale. Pour Messahel, ce serait une «mauvaise traduction du texte, de l'arabe vers le français» qui serait derrière cette mauvaise interprétation. «Le texte en arabe est très clair et explicite et note bien qu'une chaîne thématique se décline en une chaîne en un seul thème ou à plusieurs thèmes.» Il ajoutera :

«C'est le texte en arabe qui fait foi.» A la veille de son passage devant les députés, dont certains, comme les islamistes de l'Alliance verte tentent d'en tirer le plus grand profit politique, Messahel leur renvoie la balle d'une manière diplomatique. Cela en tenant à rappeler tout de même que ce fameux article 7, tout comme la loi sur l'audiovisuel d'ailleurs, n'est qu'un texte d'application de la loi organique portant code de l'information que cette même Assemblée avait adopté en 2012 ! De

manière plus générale, le ministre tente de rassurer. Cela, lorsqu'il affirme que «l'ouverture de l'audiovisuel en Algérie est irrémédiable. Nous sommes un Etat de droit et nous travaillons à la consolidation de cet Etat de droit et à ce que le citoyen algérien puisse avoir de l'information crédible et des émissions qui le mettent en symbiose avec son environnement et son pays».

A vrai dire, et le ministre le reconnaît lui-même, cette loi ne vient que pour «encadrer une ouverture qui est déjà là, de facto». Les nouvelles chaînes privées, même de droit étranger, dominent déjà le champ audiovisuel algérien depuis bientôt deux ans ! Elles sont pratiquement toutes généralistes et, plus précisément, elles traitent des sujets parfois exclusivement politiques ! Mieux, elles sont

tolérées par le pouvoir qui, dans un premier temps, leur avait délivré des «autorisations» pour ouvrir des bureaux à... Alger et couvrir les activités gouvernementales et officielles ! Des autorisations du reste prolongées depuis le 31 décembre 2013 et ce, jusqu'à «l'adoption de la nouvelle loi et la mise en place de l'autorité de régulation» précisera Messahel.

Le ministre qui «espère» que ladite loi soit adoptée durant la session parlementaire en cours, c'est-à-dire avant les présidentielles, affirmera également que ces mêmes chaînes pourront dès lors émettre à travers la TDA. Il faut dire que certaines de ces chaînes ont déjà relégué au second plan notre ENTV nationale en terme de propagande en faveur du pouvoir !

K. A.

ASSOCIATION DES OULÉMAS

MUSULMANS ALGÉRIENS :

«Le conflit à Ghardaïa n'est pas religieux ou idéologique»

Pour l'Association des oulémas musulmans algériens, les événements qu'a connus la région de Ghardaïa ne résultent pas de conflits religieux ou idéologiques, notant qu'un soubassement sociologique, des problèmes économiques et un malaise vécu par les jeunes ont contribué à aggraver la situation. Les intervenants, lors d'une conférence de presse, n'ont pas manqué aussi de relever «une possible implication de parties étrangères dans le déclenchement du conflit». Une délégation de l'Association des oulémas musulmans de Ghardaïa qui revient de la région, a tenu hier une conférence de presse en vue d'exposer son point de vue sur la situation et présenter les résultats de son travail sur place. Pour Cheikh Kerkeb, président de la délégation, le conflit a résulté de problèmes, aussi bien économiques que sociologiques, dans la région où les jeunes subissent de plein fouet des difficultés au quotidien. Cela n'est pas particulier à la région, diront les intervenants. «En dépit de la précipitation des événements à Ghardaïa au cours des derniers jours, nous sommes optimistes quant à un dénouement de la situation, qui réponde aux besoins des deux parties en conflit. Nous avons rencontré les conseils des sages et ces derniers sont prêts à mettre les moyens nécessaires pour un apaisement de la situation», a déclaré l'intervenant. Ce dernier a précisé que la délégation a réuni les deux parties, constaté la colère des jeunes et noté que le conflit a commencé avec un mouvement de protestation des jeunes et un conflit entre eux. «Cette situation doit cesser. Nous devons connaître les raisons directes et indirectes de cette situation préoccupante. Cela concerne aussi l'administration», a déclaré le président de la délégation. Pour l'intervenant aussi une influence étrangère dans le conflit n'est pas à écarter. «C'est une affaire générale, pas particulière à cette région du pays, le conflit ne doit pas donc être utilisé à des fins politiques, idéologiques notamment. Nous souhaitons donc une parfaite cohésion des habitants de la région», a expliqué Cheikh Kerkeb, notant que les deux parties en conflit souhaitent une cohabitation pacifique. Pour Abderrezak Guessoum, président de l'association, huit réunions ont été tenues sur place à Ghardaïa et Grara avec des

élus, des jeunes des quartiers concernés notamment. «Les événements de Ghardaïa expriment la complexité sociologique de la société en question, cela renvoie à des questions historiques et civilisationnelles. Ceci ajouté au fait qu'il y a une importante disparité entre les classes sociales et souvent l'extrême pauvreté côtoie un grand luxe», ont déclaré les membres de la délégation. Ils évoqueront aussi une absence de politique de cohésion sociale et le fait que les jeunes soient livrés à eux-mêmes. Le docteur Ali Haritine, membre de la délégation, dira aussi que les pouvoirs publics doivent fournir plus d'efforts pour un retour au calme.

F-Zohra B.